

N° AP 23/189

A R R E T E

RENONCIATION AU TRANSFERT DES POUVOIRS DE POLICE MENTIONNES A L'ARTICLE L5211-9-2I DU C.G.C.T.

Le Président de la Métropole

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-9-2,

VU les statuts de la Métropole,

VU l'élection du Président de la Métropole par le Conseil Métropolitain en date du 4 Mai 2023,

VU les courriers :

- du Maire du Pradet en date du 5 juin 2023,
- des Maires de Toulon, La Crau, La Valette, le Revest et Ollioules en date du 19 Juin 2023,
- du Maire de la Garde en date du 21 juin 2023
- du Maire de Carqueiranne en date du 23 Juin 2023,
- du Maire de La Seyne sur Mer en date du 30 juin 2023,
- du Maire de Hyères en date du 4 juillet 2023,
- du Maire de Six Fours en date du 5 juillet 2023,

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions législatives susvisées, chaque Maire peut s'opposer, pour ce qui concerne sa commune, à la reconduction du transfert ou au transfert des pouvoirs de police mentionnées au A du I, dans un délai de 6 mois suivant la date de l'élection du Président de la Métropole,

CONSIDERANT qu'en cas d'opposition d'un ou de plusieurs maires, Le Président de la Métropole dispose d'un délai d'un mois, suivant la fin de la période de 6 mois précitée, pour renoncer à l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de police sur l'ensemble du périmètre de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il n'est en outre pas possible au Président de la Métropole de renoncer au transfert des pouvoirs de police spéciale mentionnés au dernier alinéa de l'article 5211-9-2-I A, sauf si au moins la moitié des maires s'y sont opposés ou si les maires s'opposant à ce transfert représentent au moins la moitié de la population de l'établissement,

CONSIDERANT que précédemment, seul le pouvoir de police relatif à la réglementation de la collecte des déchets ménagers avait été transféré au Président de la Métropole,

CONSIDERANT que par courriers susvisés plus de la moitié des Maires se sont opposés au transfert de tous les pouvoirs de police à l'exception de la police spéciale de la réglementation de la collecte des déchets,

CONSIDERANT que pour assurer un exercice uniforme des pouvoirs de Police sur l'ensemble du territoire métropolitain, il convient de renoncer à l'exercice des pouvoirs de police à l'exception de la police spéciale relative à la réglementation de la collecte des déchets dont le transfert se poursuivra,

A R R E T E

ARTICLE 1

Il est pris acte de la non-opposition des Maires des communes membres de la Métropole à la reconduction du transfert au Président de la Métropole des pouvoirs de police spéciale relative à la réglementation de la collecte des déchets ménagers.

ARTICLE 2

Il est renoncé au transfert des autres pouvoirs de police mentionnés au A du I de l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le territoire de toutes les communes membres de la Métropole.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

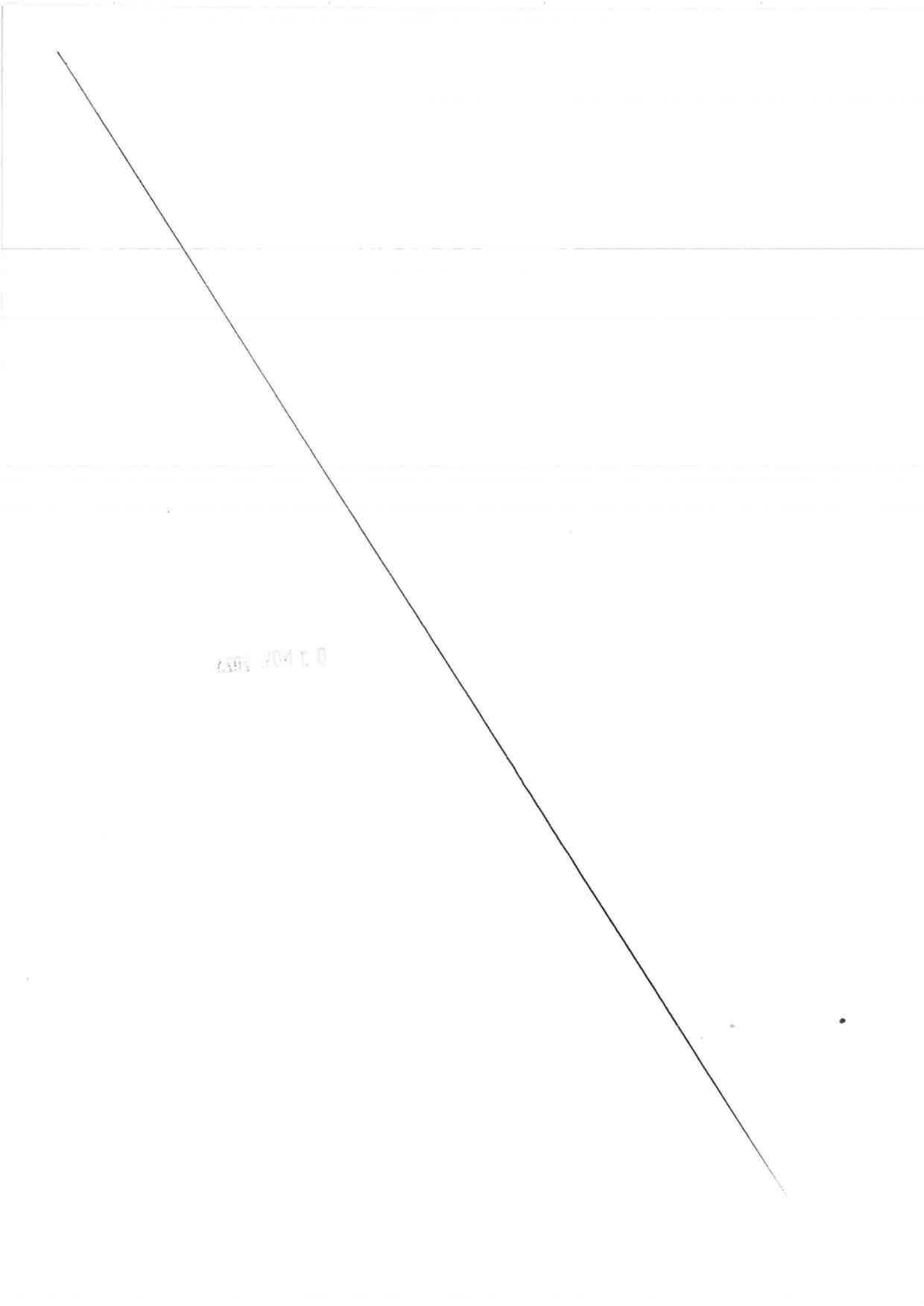
Signature :

Fait à Toulon, le **03 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE





0 1 100 100